

Dialogue et Concertation

Le Président Buyoya visite Rohero Ouest

Le Président de la République, le Major Pierre Buyoya a rencontré, le samedi 25 janvier 1992 au Centre Culturel Islamique, les représentants de la population de Rohero Ouest.

Au centre de leurs entretiens, "le rôle des intellectuels dans le processus de démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi".

Après le message introductif du Chef de l'Etat, les gens de Rohero (où se recense le gros des hauts cadres politiques, administratifs et du monde des affaires) ont animé un débat démocratique marqué par la transparence et la franchise.

Dans les lignes qui suivent, nous vous en proposons les moments forts.

ALLOCATION DE CIR-
CONSTANCE

Le Président Buyoya a d'abord précisé le but de cette visite qui s'inscrivait dans le prolongement de celles qu'il a déjà effectuées à travers le pays, spécialement à travers les zones de la mairie de Bujumbura. En effet, le dialogue et la concertation sont un mode de gouvernement privilégié depuis l'avènement de la III^e République.

D'emblée, le Chef de l'Etat burundais a montré les particularités de cette visite. "D'une part elle se situait au moment où le pays venait de s'engager dans la phase active de la démocratisation dont on peut facilement mesurer les enjeux. De l'autre, elle s'effectuait dans une zone peuplée essentiellement par des intellectuels qui, pour la plupart, exercent de hautes responsabilités dans notre appareil étatique.

Le Président Buyoya a souhaité un débat conséquent, ouvert, sincère, fructueux et mutuellement enrichissant.

Il a ensuite rappelé les profondes mutations qui s'opèrent dans notre pays à l'instar des autres pays d'Afrique et d'Europe de l'Est. "Hier ils s'en remettaient aux autorités pourvu que celles-ci leur garantissent la paix et le pain. Aujourd'hui, ils veulent prendre part, ils veulent exercer leurs prérogatives et gouverner par eux-mêmes et pour eux-mêmes".

Cependant, a-t-il fait remarquer, en matière de démocratisation, il n'y a pas de formule universelle. Et ceux qui ont ignoré cette réalité, l'ont appris à leurs dépens.

C'est ainsi qu'il a énuméré un certain nombre

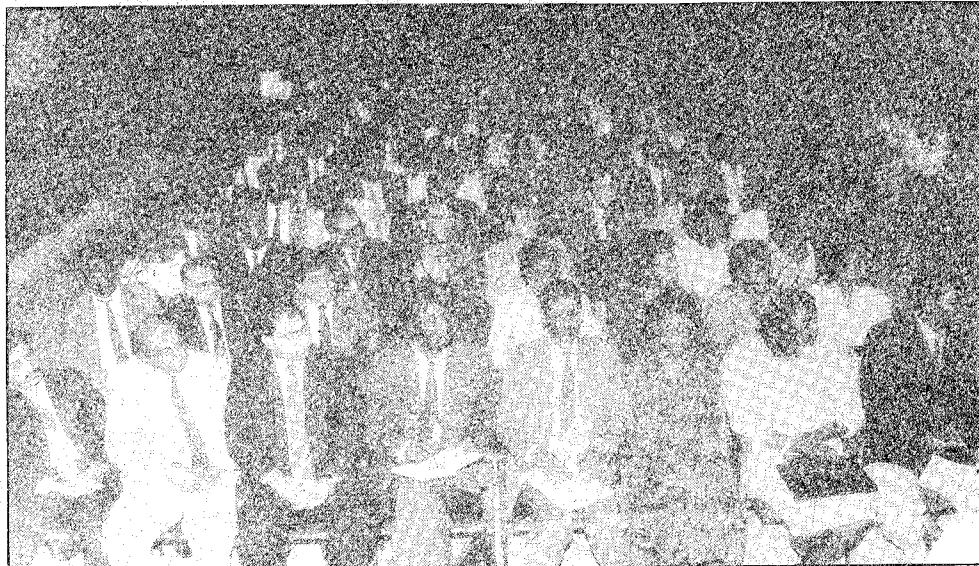
de spécificités burundaises sur lesquelles doit se fonder l'expérience démocratique.

Premièrement, l'histoire de notre pays a été marquée par des divisions ethniques à répétition qui ont conduit à des tragédies, des drames. Pour le peuple burundais, le pluralisme politique comporte des risques évidents de répétition de l'histoire. C'est pourquoi "il est fondamental de conjurer le mal en mettant en place un système politique qui donne suffisamment de garanties non seulement contre la dérive ethnique, mais contre toute forme de division dont le pays a souffert ou pourrait souffrir".

Deuxièmement, nous devons concevoir une démocratie qui consolide nos acquis en matière d'unité.

Troisièmement, le mouvement de démocratisation nous a trouvés dans une situation institutionnelle particulière. La Constitution burundaise est actuellement suspendue. Les institutions actuelles sont de ce fait transitoires. Il faut donc mettre sur pied un processus démocratique qui ne crée pas de vide au niveau de l'Etat, au niveau des institutions. Comment, en effet, peut-on sereinement démocratiser dans un contexte de vide institutionnel ? Il est fondamental d'assurer la continuité de l'Etat jusqu'à la mise en place des institutions conformément à la nouvelle Constitution.

Quatrièmement, la démocratie pluraliste souhaitable ne peut en aucune façon ignorer les valeurs de notre culture et notre expérience démocratique. La valeur d'"Ubushingantahe" doit être prioritairement sauvegardée, elle qui a appris au peuple burundais



Une vue partielle des participants à la rencontre avec le Président Buyoya.

à se gérer, à se gouverner à travers les âges.

Le Président Buyoya a ensuite lancé un appel pressant à tous les intellectuels pour qu'ils prennent la mesure de leur responsabilité historique. En effet, ils vont jouer un rôle moteur dans la démocratisation. Car ils voient plus loin et comprennent mieux que les autres. Bien plus, "ce sont eux qui vont créer, encadrer et animer les partis politiques".

Pour le Chef de l'Etat, cette responsabilité appelle un certain nombre d'attitudes :

"Premièrement, l'intellectuel burundais doit prendre conscience de son rôle dans le processus de démocratisation. Il doit savoir où on est et où on va. Il ne peut plus se confiner dans sa seule sphère professionnelle et se désintéresser de l'action politique. La démocratie ne pourra se construire et se consolider en l'absence des intellectuels. Nous sommes aujourd'hui en train de discuter des bases de cette démocratie. L'intellectuel doit participer au débat. Il doit apporter sa contribution à la mesure de son savoir, de ses capacités à appréhender tous les phénomènes et les problèmes politiques. Il ne peut se dérober ni au débat ni à l'action. Au contraire il doit éclairer les autres, il doit éclairer la population sans toutefois l'infantiliser, sans se substituer à elle, sans l'exclure.

Demain la compétition politique sera légalement ouverte. L'intellectuel ne devrait pas hésiter, ne devrait pas avoir peur de s'engager dans la bataille, pour autant qu'il défende une cause juste. Dans le combat politique de demain, il n'y aura plus de place pour ceux qui, timorés ou par inconscience coupable, se dérobent. Chacun, dans le respect des principes démocratiques devra participer, devra affirmer son identité. Il serait dommage que des intellectuels bien pensants démissionnent et acceptent sans réagir de disparaître de la scène politique. C'est pourquoi l'intellectuel burundais doit s'intéresser à l'action politique, doit s'informer et se former pour être à la hauteur de ses responsabilités. Il doit se familiariser avec l'exigeant exercice de la réflexion et de l'action politique.

Deuxièmement, l'intellectuel burundais doit s'engager dans la démocratisation en tenant compte des spécificités burundaises. Le peuple burundais aspire à une saine démocratie, à une démocratie qui consolide son unité, à une démocratie qui n'apporte pas le désordre.

Profitant de l'espace politique lui ouvert par la démocratie, l'intellectuel doit créer un environnement démocratique qui respire l'air sain. Il lui appartient de créer des opinions favorables à une saine démocratie, des opinions qui n'étouffent pas la démocratie. Le

dialogue franc, l'esprit de tolérance, la recherche du consensus dans le débat, la culture de la vérité, l'esprit d'"ubushingantahe" sont autant de valeurs indispensables à la création de cet environnement démocratique sain.

Troisièmement, l'intellectuel burundais doit tirer les leçons de l'histoire. Le Burundi a, par le passé, fait l'expérience de la démocratie pluraliste. Cette expérience ne lui a pas réussi. Elle a été très vite minée par des divisions qui ont fini par l'emporter. Malheureusement, ces sentiments d'un autre âge hantent encore certains esprits. Des Burundais, et le plus souvent des intellectuels, défendent encore des idéologies rétrogrades condamnées par le droit et la morale. Certains rêvent de l'instauration d'une caricature de la démocratie basée sur l'exclusion et la violence. Ils tentent aujourd'hui de l'amener dans le débat, sinon de l'imposer par la force. Les Burundais doivent résister. La démocratie ethniste ne peut que replonger le pays dans les drames du passé. Elle ne serait d'ailleurs que le contraire de la démocratie véritable.

Quatrièmement, la recherche du bien commun, et la défense de l'intérêt général doivent guider sa pensée et ses actions. L'égoïsme, les ambitions personnelles, l'opportunisme, les calculs machiavéliques, les intrigues, le

Suite en page 3



DIALOGUE ET CONCERTATION

LE PRESIDENT BUYOYA VISITE ROHERO OUEST

Suite de la page 2

clientélisme sont les pires ennemis de la démocratie. L'intellectuel démocrate doit les fuir comme la peste. La démocratie se définit comme le gouvernement du peuple pour le peuple. Il va de soi que dans toute démocratie véritable, les hommes doivent être mus davantage par l'esprit patriotique. Ils doivent être des hommes d'honneur, des hommes intègres, des hommes fiers de se rendre utiles à la société.

Cinquièmement, dans l'exercice de la démocratie, l'intellectuel burundais doit mettre au rencart certaines méthodes surannées tel la calomnie, les injures, les intrigues, toutes contraires à l'éthique d'un homme politique digne et responsable. Il doit au contraire accepter le dialogue franc et le débat contradictoire. Il doit cultiver l'esprit de vérité et de tolérance, il doit se distinguer, par la franchise, l'objectivité, la sérénité, la courtoisie, le respect des autres et de leurs opinions qu'ils soient de la même famille politique ou des partis politiques différents.

Sixièmement, l'intellectuel burundais doit éviter le mimétisme, doit éviter les formules de démocratie pensées ailleurs. Certains, par paresse intellectuelle ou poussés par un suivisme tout autant coupable acceptent sans s'interroger des formules d'emprunt inapplicables chez nous. D'autres aveuglés par l'impatience et dans le secret espoir de conquérir le pouvoir à peu de frais, ne s'embarassent nullement du plagiat. D'autres enfin, par ambitions personnelles démesurées, cherchent en ces voies les moyens de bloquer le processus de démocratisation. Il est étonnant et paradoxal qu'ils se réclament d'être les défenseurs d'une démocratie qu'ils s'emploient à torpiller.

Pour les uns comme pour les autres, cette attitude relève de l'irresponsabilité. Ils ne se rendent pas compte ou feignent d'ignorer les dangers que pareilles formules comportent pour la démocratisation au Burundi. Nous devons nous-mêmes penser notre démocratie en fonction de ce que nous sommes, de ce que nous voulons



Un intervenant : "Le problème démographique au Burundi mérite une grande attention".

et nous réserver d'importer un produit fini alors que nous avons les capacités de le façonner chez nous".

Le Président Buyoya a terminé son message en demandant à l'assistance "des contributions à la hauteur de leur rang, non seulement sur le thème de la démocratie, mais aussi sur d'autres questions d'intérêt national".

LES ENTRETIENS

Ils ont embrassé le domaine politique, économique et social. Mais il y a eu également des questions à consonnance individuelle ou de groupes spécifiques, sur le transport international, les infrastructures scolaires, les taxes professionnelles...

Dans le domaine politique, le processus démocratique a longtemps retenu l'attention de l'assemblée. On aura senti dans la tête des fondateurs des futures formations politiques un souci manifeste de contribuer en tant que tels à l'élaboration des textes fondamentaux. Mais le Président Buyoya leur a fait comprendre que tout doit se faire par étape, au rythme qu'il faut et dans l'ordre.

Un autre aspect qui a été longuement évoqué est la nomination aux hauts postes politiques et administratifs. Pour les intervenants, il est suffisant pour procéder à une nomination, de se baser essentiellement sur les "critères de compétence et d'expérience".

"Disons-nous la vérité, a insisté le Chef de l'Etat. Si nous procédons ainsi, et que les promus proviennent d'une ethnie ou d'une

ou deux provinces, à quoi cela nous aura-t-il avancé dans le renforcement de notre unité et de la démocratie? En matière de gestion des hommes, il est très facile d'énoncer des principes, mais par contre, leur application est très difficile. Surtout qu'aucun cas concret ne ressemble jamais à un autre." Il a ensuite donné des exemples de nominations qui tout en ne se basant pas sur ces seuls critères ont donné des résultats positifs.

D'autres interventions à connotation politique appelaient des précisions sur la gestion des événements de novembre dernier. Le Chef de l'Etat, répondant à la remarque comme quoi les pouvoirs publics auraient mal géré la crise, a montré que tant la réaction de la population que des dirigeants a prouvé à suffisance que la Charte de l'Unité a produit des effets très positifs. Le cycle violence-répression généralisé a été ainsi évité.

A propos de l'abolition du décret instituant le monopartisme et son retrait de la présidence du Comité Central du Parti UPRONA, il a dit que l'adoption de la Constitution sonnera la fin du monopartisme. De même son retrait de l'arène de l'UPRONA n'est plus pour longtemps. N'avait-il pas précisé dans son message introductif que "l'UPRONA sera, dès lors, un parti comme les autres et obéira aux mêmes exigences qu'eux?"

Le Président Buyoya a également rappelé que le Burundi ne se départira jamais de ses principes de bon voisinage, d'unité nationale et de justice sociale.

La privatisation, la crise du café, sur le marché mondial; l'avenir de la Caisse d'Epargne du Burundi ont également été évoqués.

Dans le domaine social, l'avenir de la formation, les soins de santé, le statut des étrangers dont des réfugiés, la naturalisation, ont été également abordés.

Quant aux questions de groupes ou individuelles, elles avaient trait à l'état des routes dans le quartier asiatique, aux taxes sur activités commerciales et aux litiges divers. C'était normal car, même des étrangers qui généralement ne sont pas conviés aux réunions du Parti ou spécifiques l'étaient ce jour.

La rencontre qui avait commencé à 9h 10' a été clôturée à 16h 20'. Dans son mot de remerciement le Maire de la Ville a annoncé que prochainement, pareils entretiens se dérouleront dans la partie Est de la Zone Rohero,

Fidélité Wakana.

C'était en réponse à une question sur les relations rwando-burundaises.

Dans le domaine économique, la valorisation du patrimoine foncier et immobilier, hors périmètres urbains, a été réclamée pour que les propriétaires aient des garanties pour bénéficier de crédits.

REGIDESO

COMMUNIQUE

DANS LE BUT D'ELABORER UNE NOUVELLE POLITIQUE FACILITANT L'ACCES A L'EAU POTABLE ET A L'ELECTRICITE DES POPULATIONS ET DE PERMETTRE L'IDENTIFICATION ET LA PLANIFICATION DES EXTENSIONS ET DES DEVELOPPEMENTS URBAINS PREVISIBLES DANS CHAQUE CENTRE, LA REGIDESO INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE PROCEDERA DANS LES PROCHAINS JOURS A UN RECENSEMENT DES CLIENTS POUVANT BENEFICIER DES BRANCHEMENTS EN EAU ET ELECTRICITE DANS TOUS LES CENTRES DU PAYS.

CE TRAVAIL SERA CONFIE A QUATRE EQUIPES FACILEMENT IDENTIFIABLES ET PORTANT DES ORDRES DE MISSION EN BONNE ET DUE FORME. CES EQUIPES CONTACTERONT PREALABLEMENT LES AUTORITES LOCALES AVANT D'ENTREPRENDRE LA VISITE DES QUARTIERS, CENTRES ET COMMUNES, A LA RECHERCHE DES CLIENTS POUVANT ETRE RACCORDES A L'EAU ET A L'ELECTRICITE.

A CETTE OCCASION, LA DIRECTION DE LA REGIDESO SOLLICITE LA COLLABORATION DES AUTORITES LOCALES ET DE TOUTE LA POPULATION ET LEUR REMERCIE D'AVANCE POUR L'AIDE ET LA COMPREHENSION QU'ELLES TEMOIGNERONT A CES EQUIPES.

